



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4 LOIS APPLICABLES	6
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	6
3.1 PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE FACTURES - OFFRE	6
3.2 FLUCTUATION DU TAUX DE CHANGE	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	8
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	9
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES.....	10
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	10
A. OFFRE À COMMANDES.....	10
7.1 OFFRE.....	10
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	11
7.5 RESPONSABLES.....	12
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	13
7.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	13
7.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	13
7.9 LIMITATION FINANCIÈRE.....	13
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
7.12 LOIS APPLICABLES	14
7.13 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	14
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
7.1 BESOIN.....	15

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
7.3	DURÉE DU CONTRAT	15
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.5	PAIEMENT	15
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	16
7.7	ASSURANCES	16
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	16
7.9	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	16
ANNEXE « A »		18
	BESOIN	18
ANNEXE « B »		29
	BASE DE PAIEMENT	29
ANNEXE « C »		30
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	30
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		33
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	33
ANNEXE E – RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES		34

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1 Fournir et livrer, au besoin et sur demande, des boissons ainsi que des distributeurs au ministère de la Défense nationale (MDN), à la Base des Forces Suffield (BFC), à Ralston, Alberta, et au Trail's End Camp, à Cochrane, en Alberta, pendant la durée de l'offre à commandes.

L'offre à commandes couvre une période d'un (1) an à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mai 2022, et deux (2) périodes optionnelles supplémentaires d'un (1) an.

Les boissons et les distributeurs devront être livrés aux endroits suivants :

- Centre EXCON – BFC Suffield, à Ralston, en Alberta, Bâtiment 588
- Mess commun – BFC Suffield, Ralston, Alberta, Bâtiment 436
- Cuisine Crowfoot – BFC Suffield, Ralston, Alberta, Bâtiment 241
- Trail's End Camp – Cochrane, en Alberta

1.2.2 Canadian Content

Pour ce besoin, une préférence est accordée produits canadiens.

1.2.3 La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.1.1 **Clauses du *Guide des CCUA***

M0019T(2017-04-27), Prix et(ou) taux fermes

2.2 **Présentation des offres**

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ouest de TPSGC

Les fournisseurs sont fortement encouragés à soumettre leurs offres par voie électronique, en utilisant l'application Connexion postal de Postes Canada, pour répondre à cette demande de soumission. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante:

roreceptionSoumissions.wrbidreceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Les soumissions télécopiées seront acceptées au 1-418-566-6167.

Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ne seront pas acceptées dans le cadre de cette demande de soumission.

2.3 **Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

L'offrant doit envoyer son offre par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation. L'offre doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre financière
Section II : Attestations

Les offres transmises sur papier ne seront pas acceptées

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation déterminera si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien et présentées par deux soumissionnaires ou plus qui ne sont pas affiliés au sens utilisé dans la Loi sur la concurrence, L.R.C. (1985), c. C-34. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront admissibles à l'émission d'une offre à commandes; sinon, toutes les soumissions reçues le seront. Si, à un moment quelconque du processus d'évaluation, on constate, que ce soit en déterminant l'invalidité des attestations, en déterminant que les soumissions sont irrecevables ou que les soumissions ont été retirées par les soumissionnaires, qu'il n'y a plus deux (2) soumissions recevables ou plus avec une attestation valide, alors toutes les soumissions recevables seront admissibles à l'émission d'une offre à commandes. Le Canada pourrait effectuer la validation des attestations de contenu canadien à tout moment durant le processus d'évaluation, y compris en même temps que d'autres étapes.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a) Les soumissionnaires doivent fournir des prix fermes pour tous les articles conformément à l'annexe B – Base de paiement;

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix - offrants établis au Canada et à l'étranger

Clause du Guide des CCUA M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix – offre

Méthode d'évaluation

Le total de l'offre évalué sera établi en fonction du calcul suivant :

1. Le prix par boîte (ou sac) de concentré indiqué pour chaque article sera divisé par le nombre total de litres de produit fini créé par chaque litre de concentré afin d'obtenir le prix unitaire du litre de produit fini.
2. Le prix unitaire du litre de produit fini de chaque article sera multiplié par les utilisations annuelles prévues de concentré pour obtenir le prix calculé.
3. On additionnera le prix calculé de chaque poste, y compris les coûts additionnels de livraison (21a, 21b et 21c), pour obtenir le prix total de chaque année.
4. On additionnera ensuite le prix total de chacune des trois (3) années pour obtenir le total de l'offre évalué.

Dans le cas où les articles sont présentés dans des formats différents, ceux-ci seront donc ventilés par prix unitaire.

Remarque : Les valeurs estimatives d'utilisation sont indiquées à des fins d'évaluation seulement et ne doivent pas être interprétées comme des montants réels dans le cadre de l'offre à commandes.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2. Attestation du contenu canadien

5.1.2.1.1 M3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

L'offrant atteste que :

() au moins 80 p. 100 du prix total de l'offre correspond à des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'[Annexe 3.6](#), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des «

soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée ANNEXE E - RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées à partir de la date d'attribution de l'offre à commandes et jusqu'au 31 mai 2022.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes supplémentaires d'une année (du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023 et du 1^{er} juin 2023 au 31 mai 2024), aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Melanie Perrin
Titre : Agente d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région de l'ouest
Téléphone : 306-491-5871
Courriel : melanie.perrin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : *(À insérer lors de l'émission de l'offre à commandes)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant *(À être compléter par le soumissionnaire)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :
Ministère de la Défense nationale – CFB Suffield.

7.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25,000.00\$ (taxes applicables incluses).

7.9 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (**À déterminer**) (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne)
- d) l'Annexe « A », Besoin;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- f) l'offre de l'offrant en date du _____

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au (**À déterminer**) inclusivement.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ ([insérer le montant au moment de l'attribution du contrat](#)). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C (2007-11-31), T1204 - demande directe du ministère client

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :
(ÊTRE DÉTERMINÉ)

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées conformément au point 10 de l'annexe A – Exigences.

7.7 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires
D3004C (2007-11-30), Genre de transport
D0014C (2007-11-30), Livraison de produits réfrigérés ou congelés
D0018C (2007-11-30), Livraison et déchargement
D5328C (2014-06-26), Inspection et acceptation

7.9 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

-
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE « A »

BESOIN

Fournir et livrer, au besoin et sur demande, des boissons ainsi que des distributeurs au ministère de la Défense nationale (MDN), à la Base des Forces Suffield (BFC), à Ralston, Alberta, et au Trail's End Camp, à Cochrane, en Alberta, pendant la durée de l'offre à commandes.

Les boissons et les distributeurs devront être livrés aux endroits suivants :

- Centre EXCON – BFC Suffield, à Ralston, en Alberta, Bâtiment 588
- Mess commun – BFC Suffield, Ralston, Alberta, Bâtiment 436
- Cuisine Crowfoot – BFC Suffield, Ralston, Alberta, Bâtiment 241
- Trail's End Camp – Cochrane, en Alberta

Pendant la durée de l'offre à commandes, l'offrant doit exécuter et réaliser avec soin, compétence, diligence et efficacité le travail décrit dans la présente offre à commandes.

1. Boissons

En tout temps, l'offrant doit garantir que 80 des produits énumérés à l'annexe B sont disponibles pour les achats réguliers.

Lors de commandes subséquentes, l'offrant peut accepter ou refuser de fournir des produits qui ne figurent pas à l'annexe B, Base de paiement. Tous les produits doivent être conformes aux spécifications propres aux produits conformément à l'annexe A.

2. Distributeurs

Exigences liées à l'équipement :

- L'entretien de l'équipement devra être effectué au moins une fois par mois afin d'assurer une maintenance et un calibrage de la proportion de jus appropriés.
- L'offrant devra répondre aux appels de service dans les 24 heures suivant de telles demandes. La réparation ou le remplacement devront être effectués dans un délai maximal de 48 heures.

3. Exigences obligatoires

3.1 Les spécifications de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) serviront de référence à des fins de contrôle de la qualité. Tous les produits alimentaires doivent être conformes aux normes de qualité des aliments des FC, FQS-35, Jus de fruits (annexe C), et aux normes en voie d'élaboration de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

3.2 Les produits alimentaires ayant fait l'objet d'une inspection du gouvernement et/ou d'un calibrage doivent porter l'étampe officielle indiquant que cette inspection et/ou ce calibrage a eu lieu.

3.3 Tous les produits alimentaires doivent être transformés dans un établissement qui a été inspecté par le gouvernement fédéral. L'installation dans laquelle l'offrant prépare les aliments doit répondre aux normes de l'ACIA.

3.4 Toutes les installations responsables de l'entreposage et de la distribution des produits alimentaires doivent avoir fait l'objet d'une analyse des risques aux points critiques (HACCP), ou au minimum être conformes aux lignes directrices concernant l'HACCP.

3.5 Pendant la durée de l'offre à commandes, le MDN se réserve le droit d'inspecter les installations de l'offrant pour effectuer un contrôle de la qualité et pour s'assurer que les installations satisfont aux normes qu'un fournisseur approuvé par l'ACIA doit respecter.

4. Assurance de la qualité

4.1 Tous les produits doivent être de production récente. La durée de conservation, ou la date limite de consommation recommandée, doit être clairement indiquée à un endroit bien visible, et toute condition qui modifie la durée de conservation du produit doit être clairement énoncée au moment de la commande.

4.2 Les jus de fruits doivent être conditionnés dans des emballages standard en portions-consommateurs ou en emballages commerciaux; ils doivent également être emballés, étiquetés et marqués de manière à protéger l'hygiène et les qualités nutritionnelles, technologiques et organoleptiques des aliments. Les matériaux de conditionnement doivent être faits de substances qui sont sans danger, qui conviennent à l'utilisation prévue et qui ne risquent pas de transférer au produit une substance toxique, ou encore, une odeur ou une saveur indésirable.

4.3 L'inspection finale et l'acceptation des produits alimentaires relèvent uniquement du responsable du projet, ou de son représentant, au point de livraison. Les produits fournis ne doivent porter aucun signe de détérioration ou d'altération. De plus, ils doivent être propres et ne doivent pas avoir été endommagés par des rongeurs ou des insectes. Le responsable du projet, ou son représentant, aura le droit de refuser des produits au moment de la livraison; l'entrepreneur devra alors retirer les produits inacceptables sur-le-champ.

5. Disponibilité et substitutions

5.1 Si l'entrepreneur ne peut pas fournir les boissons indiquées dans une commande subséquente, il doit immédiatement communiquer avec le responsable du projet et le responsable des commandes subséquentes.

5.2 Aucune substitution de produit ne sera acceptée sans l'approbation préalable du responsable du projet et du responsable des commandes subséquentes, qui est la seule personne habilitée à autoriser une substitution ou une modification de commande subséquente.

5.3 L'offrant doit assumer toute dépense supplémentaire engendrée par la substitution d'un produit alimentaire.

Le prix facturé pour les produits alimentaires de substitution doit être identique au prix du produit remplacé, conformément à l'annexe B.

Base de paiement.

6. Produits refusés ou manquants

L'offrant s'engage à livrer les produits manquants et à remplacer les produits refusés dans un délai de 24 heures après avoir reçu l'avis d'un refus ou d'un manque de produits. L'offrant doit assumer toute dépense supplémentaire engendrée par le remplacement de produits manquants ou rejetés, y compris les coûts de livraison.

7. Commande subséquente et confirmation de commande

N° de l'invitation - Solicitation No.

W0142-21X020 /A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID

stn207

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.1 Lorsque des boissons ou des distributeurs sont requis, le MDN utilisera un formulaire de commande subséquente à une offre à commandes qu'il présentera à l'offrant en copie papier ou qu'il enverra par télécopieur ou courriel. Toutes les commandes subséquentes seront passées dans un délai minimal de 24 à 48 heures avant la date de livraison prévue.

7.2 L'offrant doit répondre dans un délai de quatre heures ouvrables suivant la réception de la commande subséquente à une offre à commandes pour en confirmer la réception.

7.3 Le MDN se réserve le droit de modifier une commande subséquente, jusqu'à 24 heures avant le moment prévu de la livraison.

8. Livraisons de boissons

8.1 Les lieux de livraison ont été mentionnés plus haut et seront indiqués dans chaque commande subséquente individuelle.

8.2 Normalement, les boissons doivent être livrées une fois par semaine et les livraisons devront être effectuées entre 7 h 30 et 12 h, y compris les fins de semaine et les jours fériés. Toutefois, en raison de besoins opérationnels non planifiés, des livraisons supplémentaires peuvent être requises et seront négociées avec l'offrant qui recevra un avis préalable d'au moins 48 heures.

8.3 Le responsable du projet, ou son représentant, accueillera l'offrant à la livraison de la commande de boissons au lieu de livraison prévu dans la commande subséquente.

9. Mode de transport

9.1 L'entrepreneur doit livrer les produits alimentaires réfrigérés dans des véhicules de transport climatisés, à moins que le responsable des commandes subséquentes ne donne d'autres instructions. Les véhicules de transport de produits réfrigérés ou congelés doivent respecter les normes de températures suivantes :

- Les véhicules de transport à réfrigération doivent conserver une température se situant entre 1,5 °C et 4 °C.
- Les véhicules de transport à congélation doivent conserver une température de -18 °C ou moins.

9.2 Les véhicules utilisés pour transporter les produits alimentaires doivent être considérés comme le prolongement des locaux de l'entrepreneur. À ce titre, ils ne doivent pas mettre en danger l'intégrité des produits alimentaires qu'ils transportent. Les véhicules doivent servir de lieu de stockage temporaire entre les locaux de l'entrepreneur et le point d'arrivée.

9.3 Les pratiques en matière de fabrication, d'entretien, d'assainissement, de réfrigération et de manipulation doivent être conformes aux normes qui s'appliquent à un bon fournisseur commercial canadien de produits alimentaires et satisfaire aux normes de l'ACIA.

9.4 Le véhicule doit être conçu pour le transport des produits alimentaires.

10. Exigences de facturation

10.1 À l'aide de la lettre de transport remise par l'offrant, le représentant du consignataire et le représentant de l'offrant doivent vérifier ensemble si tous les articles ont été livrés.

10.2 L'offrant ne doit facturer que les produits livrés et acceptés. L'offrant doit veiller à ce qu'une demande de note de crédit soit faite au moment de la livraison pour tous les articles qui ne sont pas acceptés par le représentant du consignataire au moment de la livraison. Il s'engage à fournir au consignataire, dans les trois (3) jours ouvrables suivant la date de livraison, un reçu détaillé donnant droit à un crédit pour tous les produits ayant fait l'objet d'un accord entre le consignataire et l'offrant, soit parce qu'ils avaient été endommagés avant la livraison, soit parce qu'ils étaient manquants. L'offrant ne doit pas envoyer de facture au consignataire avant de lui avoir fourni le reçu donnant droit à un crédit approuvé.

10.3 L'offrant doit s'assurer qu'il n'y a aucune erreur sur les factures et que les prix indiqués sont ceux en vigueur au moment de la commande. Toutes les factures seront calculées en dollars canadiens.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

10.4 Les factures doivent contenir les renseignements suivants :

À l'attention de : **Nom de la cuisine qui fait la demande**
Adresse postale complète de la cuisine
Numéro de commande du MDN (numéro de la commande subséquente)
Numéro de contrôle de la facture du fournisseur
Date de livraison

SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX JUS DE FRUITS

FQS-35 Jus de fruits

Jus de fruits

Description :

Le jus de fruits est le liquide non fermenté tiré de fruits sains, propres, parvenus à un degré de maturation approprié et frais. Le jus de fruits peut être préparé avec ou sans l'ajout de sucre, de sucre inverti ou de dextrose (à l'état sec). Le jus de fruits doit être nommé de façon à correspondre au fruit ou aux fruits dont il est obtenu. Il peut contenir les ingrédients spécifiés au titre [11 de la partie B du Règlement sur les aliments et drogues](#) et par le [Règlement sur les aliments transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada](#).

Tableau 1.0

Type de jus	Spécifications	Exigences
Jus de pomme	Liquide non fermenté préparé à partir du jus de premier pressage de pommes ou de parties de pommes fraîches, saines, propres, mûres, bien préparées. Il est préparé sans concentration ni dilution. Aucun ingrédient édulcorant ne peut être ajouté.	Doit respecter les exigences de l'article 11 -B.11.123 [N] du Règlement sur les aliments et drogues et du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Catégorie Canada de fantaisie conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus de pomme concentré	Produit préparé à partir de jus de pomme non fermenté, à concentration simple, qui est concentré à au moins 68 p. 100 d'extraits secs solubles.	Doit respecter les exigences du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues et du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés de la Loi sur les produits agricoles au Canada Et être de la catégorie Canada de fantaisie, conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés de la Loi sur les produits agricoles au Canada d'après le jus non concentré reconstitué suivant les directives figurant sur l'étiquette.

Jus de pomme obtenu d'un jus concentré	Produit obtenu en ajoutant de l'eau à du jus de pomme concentré. Conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada , le jus de pomme obtenu d'un jus concentré peut contenir du jus de pomme, des esters de pommes naturels, de l'acide ascorbique, du dioxyde de carbone et du benzoate de sodium. Le jus de pomme obtenu d'un jus concentré est emballé froid dans des contenants non hermétiquement scellés.	Doit respecter les exigences de l'article 11 du Règlement sur les aliments et drogues et du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Catégorie Canada de fantaisie conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus de pomme concentré congelé	Produit obtenu de jus de pomme non fermenté, à concentration simple, qui est concentré à au moins la moitié du volume original et est congelé et maintenu aux températures requises pour la conservation du produit.	Doit respecter les exigences du paragraphe 4 du tableau II (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada Catégorie Canada A conformément au paragraphe 4 du tableau II (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus d'orange concentré congelé	Produit congelé fait de jus non fermenté d'oranges propres, saines et mûres, lequel est concentré à au moins la moitié du volume original, conformément aux spécifications énoncées au paragraphe 27.2 (1) du tableau II de l'annexe I (Catégories pour les fruits et les légumes congelés) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .	Est concentré à au moins la moitié du volume original, conformément aux exigences énoncées au paragraphe 27.2 (1) du tableau II de l'annexe I (Catégories pour les fruits et les légumes congelés) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Catégorie Canada A conformément au tableau II (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus d'orange concentré congelé sucré	Le « jus d'orange concentré congelé sucré » est le produit congelé visé au tableau II (annexe I) du Règlement sur les produits transformés en application de la Loi sur les produits agricoles au	Doit respecter les exigences du paragraphe 44 du tableau II (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	Canada , qui, avant l'ajout d'un ingrédient édulcorant, répond aux exigences de la catégorie Canada C pour le jus d'orange concentré congelé, conformément au paragraphe 27.2(6) et contient un ingrédient édulcorant ou du fructose, ou toute combinaison de ces produits, à l'état sec ou liquide.	
Jus de raisins	Liquide non fermenté exprimé de raisins propres, sains et mûrs, préparé sans l'ajout d'un ingrédient édulcorant ni concentration, ni dilution. Le jus doit respecter les exigences énoncées au paragraphe 14 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .	Doit respecter les exigences de l'article B.11.124. [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues et du paragraphe 14 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus de raisins concentré ou concentré de jus de raisins	Produit non fermenté préparé par concentration du liquide obtenu de raisins propres, sains et mûrs, préparé sans l'ajout d'un ingrédient édulcorant et est concentré de façon à contenir au moins 30 p. 100 de solides solubles dans le raisin, comme il est précisé au paragraphe 15 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Le jus doit respecter les exigences énoncées au paragraphe 15 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .	Doit respecter les exigences du paragraphe 14 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus de raisins fait de concentré	Produit préparé par l'ajout d'eau à du jus de raisins concentré ou à du concentré de jus de raisins ou par l'ajout à du jus de raisins, de jus de raisins concentré ou de concentré de jus de raisins et préparé sans l'ajout d'un ingrédient édulcorant. Le produit doit être conforme aux exigences énoncées au paragraphe 16 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la	Doit respecter les exigences du paragraphe 15 de l'annexe II du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .

	Loi sur les produits agricoles au Canada.	
Jus de pamplemousse	Jus de fruit exprimé de pamplemousses propres, sains et mûrs et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article B.11.125 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.125 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus de citron	Jus de fruit exprimé du citron et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article B.11.126 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.126 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus de lime ou jus de limette	Jus de fruit exprimé de limes et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article B.11.127 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.127 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus d'orange	Jus de fruit exprimé d'oranges propres, saines et mûres et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article B.11.128 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.128. [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus d'ananas	Jus de fruit exprimé des ananas et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article B.11.128A. [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.128A. [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus gazeux ou jus de fruit mousseux	Le jus gazeux ou jus de fruit mousseux est le jus de fruit nommé qui a été imprégné de dioxyde de carbone sous pression.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.129 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus concentré	Jus de fruit qui est concentré à la moitié au moins de son volume original par élimination d'eau. Le jus peut contenir de la vitamine C, un colorant alimentaire, du chlorure stanneux, un édulcorant et un agent de conservation de la catégorie II.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.130 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus de fruits mélangés	Mélange de jus de fruits dont chacun est conforme à la norme prescrite pour ce jus de fruit au titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.131 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.
Jus de pomme et mélange de jus de pomme	Mélange de jus de pomme et de jus d'un autre fruit, où chacun des deux est conforme aux normes prescrites pour ce jus de fruit au titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues. Le mélange de jus de pomme peut renfermer	Doit respecter les exigences de l'article B.11.132 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues.

	de la vitamine C ajoutée.	
Jus reconstitué ou jus fait de concentré	Jus de fruit qui a été préparé par l'ajout d'eau au jus de fruit du même nom dont l'eau avait été enlevée. Le jus peut renfermer du jus, de la pulpe, des huiles et des esters naturels du fruit nommé ainsi qu'un ingrédient édulcorant. Le jus doit être conforme aux normes des jus de fruits nommés telles qu'elles sont prescrites au titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues et peut renfermer, quant au jus de citron reconstitué ou au jus de lime reconstitué, au plus 10 parties par million de diméthylpolysiloxane.	Doit respecter les exigences de l'article B.11.133 [N]. du titre 11 du Règlement sur les aliments et drogues
Jus de tomates	Liquide pasteurisé, non concentré, en conserve, contenant une partie considérable de pulpe fine de tomates extraite de tomates entières, saines, mûres desquelles toutes les tiges et les parties indésirables ont été enlevées, avec ou sans application de chaleur, selon toute méthode qui ne comporte pas d'ajout d'eau à ce liquide. Le jus de tomates peut contenir du sel et du sucre, conformément au paragraphe 54 du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .	Doit respecter les exigences du paragraphe 54 de l'annexe I du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Catégorie Canada de fantaisie conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .
Jus concentré de tomates	Jus de tomates qui est concentré de manière à contenir au moins 21 p. 100, mais moins de 25 p. 100 d'extraits de tomates exempts de sel et peut contenir du sel et du sucre, conformément au paragraphe 55 du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .	Doit respecter les exigences paragraphe 55 du tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada . Catégorie Canada de fantaisie conformément au tableau I (annexe I) du Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada .

Tous les jus de fruits achetés au Canada doivent :

- être conformes au type d'emballage précisé;
- être de la catégorie indiquée au tableau 1;
- être du format d'emballage précisé;
- respecter les exigences précisées au tableau 1 pour le jus de fruit applicable;
- être conformes aux articles pertinents des lois et règlements liés à la [Loi sur les aliments et drogues](#), au [Règlement sur les aliments et drogues](#), à la [Loi sur les produits agricoles au Canada et à ses règlements connexes](#), et à la [Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments](#);
- être conformes aux principes fondamentaux liés à la santé et sécurité énoncés dans le [Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada](#);
- être conformes aux règlements pertinents de l'[Agence canadienne d'inspection des aliments – Salubrité des aliments](#);
- doivent être conformes aux règlements sur les additifs alimentaires énoncés dans le Règlement sur les aliments et drogues – Titre 16;
- satisfaire aux programmes relatifs aux pesticides et à la lutte antiparasitaire du [Centre de lutte antiparasitaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada](#) et de l'[Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada](#);
- satisfaire à toutes les exigences énoncées dans la [Loi sur la protection des végétaux](#) et le [Règlement sur la protection des végétaux](#);
- doivent satisfaire aux exigences en matière d'emballage et d'étiquetage énoncées dans la [Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation](#) et le [Règlement sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation](#);
- doivent être conformes aux articles pertinents du [Guide d'étiquetage et de publicité sur les aliments de l'Agence canadienne d'inspection des aliments](#) et du [Chapitre 9 - Renseignements supplémentaires sur les exigences particulières à certains aliments de l'Agence canadienne d'inspection des aliments](#);
- avoir été préparés et manipulés conformément aux principes essentiels d'hygiène alimentaire applicables d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire (depuis la production primaire jusqu'au consommateur final), de manière à garantir que les aliments soient sans danger et propres à la consommation humaine, comme il est mentionné dans le [Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire du CODEX ALIMENTARIUS](#), y compris la section sur le Système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP);
- doivent respecter tous les critères établis conformément aux principes du document Établissement et application des critères microbiologiques pour les aliments (CAC/GL 21-1997).

Tous les jus de fruits achetés à l'extérieur du Canada doivent :

- être conformes au type d'emballage précisé;
- être de la catégorie indiquée au tableau 1 ou d'une catégorie équivalente du pays d'origine;
- être du format d'emballage précisé;
- respecter les exigences précisées au tableau 1 pour le jus de fruit applicable;
- doivent être conformes aux articles pertinents des lois et des règlements (ou l'équivalent dans le pays de provenance) liés à la [Loi canadienne sur les aliments et drogues](#); au [Règlement sur les aliments et drogues](#), à la [Loi sur les produits agricoles au Canada et aux règlements associés](#), à la [Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments](#);
- être conformes aux principes fondamentaux liés à la santé et sécurité énoncés dans le [Règlement sur les produits transformés, en application de la Loi sur les produits agricoles au Canada](#);
- être conformes aux règlements pertinents de l'[Agence canadienne d'inspection des aliments – Salubrité des aliments](#);
- être conforme aux additifs alimentaires énoncés au [titre 16 du Règlement sur les aliments et drogues](#); et/ou

- être conformes aux exigences relatives aux catégories d'additifs alimentaires énoncées dans la [Norme générale Codex pour les additifs alimentaires \(Codex STAN 192-1995\)](#);
- satisfaire aux programmes relatifs aux pesticides et à la lutte antiparasitaire du [Centre de lutte antiparasitaire d'Agriculture et Agroalimentaire Canada](#) et de l'[Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada](#);
- être conformes aux limites maximales des résidus de pesticides et aux limites maximales des contaminants s'appliquant aux jus et aux nectars de fruits établies par la Commission du Codex Alimentarius;
- satisfaire à toutes les exigences énoncées dans la [Loi sur la protection des végétaux](#) et le [Règlement sur la protection des végétaux](#) ou [des lois et règlements du pays d'origine](#);
- satisfaire aux exigences en matière d'emballage et d'étiquetage énoncées dans la [Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation](#) et son [règlement d'application](#);
- être conformes aux sections pertinentes du [Guide d'étiquetage et de publicité sur les aliments – Agence canadienne d'inspection des aliments](#) et du [chapitre 9 – Renseignements supplémentaires sur les exigences particulières à certains aliments du Guide d'étiquetage et de publicité sur les aliments de l'Agence canadienne d'inspection des aliments](#);
- être conformes à toutes les exigences énoncées dans la [Norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées \(Codex STAN 1-1985\)](#);
- avoir été préparées et manipulées conformément aux principes essentiels d'hygiène alimentaire applicables d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire (depuis la production primaire jusqu'au consommateur final), de manière à garantir que les aliments soient sans danger et propres à la consommation humaine, comme il est mentionné dans le [Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire du CODEX ALIMENTARIUS](#), y compris la section sur le Système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP);
- être conformes aux normes pertinentes de la Norme générale [Codex pour les jus et les nectars de fruits \(Codex STAN 247-2005\)](#);
- satisfaire à toutes les exigences énoncées dans les [Lignes directrices pour l'emploi des aromatisants \(Codex CAC/GL 66-2008\)](#);
- doivent être conformes à tous les critères microbiologiques établis conformément aux Principes régissant l'établissement et l'application de critères microbiologiques pour les aliments (CAC/GL 21-1997);
- satisfaire à toutes les exigences de la législation locale applicable en matière d'aliments, si ces exigences sont plus strictes. Toutes les farines et tous les mélanges doivent provenir de sources reconnues en vertu des lois, règlements, procédures et exigences applicables à l'échelle locale et internationale.

Format :

Format standard habituel pour la vente au détail et le commerce de jus de fruits offerts sur le marché, à moins d'avis contraire.

Emballage :

Les jus de fruits doivent être conditionnés dans des emballages standard en portions-consommateurs ou en emballages commerciaux; ils doivent également être emballés, étiquetés et marqués de manière à protéger l'hygiène et les qualités nutritionnelles, technologiques et organoleptiques des aliments. Les matériaux de conditionnement doivent être faits de substances qui sont sans danger, qui conviennent à l'utilisation prévue et qui ne risquent pas de transférer au produit une substance toxique, ou encore, une odeur ou une saveur indésirable.

Entreposage et distribution :

Jus d'orange concentré

Le jus d'orange concentré congelé doit être entreposé à une température inférieure à -15 °C.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Voir la pièce jointe.

Note au traducteur : Une feuille de calcul Excel doit être traduite et est également jointe.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142-21X020

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND CFB SUFFIELD		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction G4 FOOD SERVICES
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail FOOD SERVICES SUPPORT. CONTRACTOR REQUIRES SUB-CONTRACTOR TO PERFORM REPAIRS ON ITEMS AS REQUESTED BY THE BASE. THE SUB-CONTRACTOR WILL REQUIRE UNESCORTED ACCESS TO THE DINING AREAS TO REPAIR ITEMS.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat W0142-21X020
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:	
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel: Document Number / Numéro du document:	
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux:	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui

TBS/SC 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat
W0142-21X020
Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ				NATO				COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W0142-21X020 /A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID

stn207

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0142-21X020 /A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0142-21X020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
STN-0-43153

Id de l'acheteur - Buyer ID
stn207
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE E – RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Faire parvenir à:
L'ATTENTION DE Melanie Perrin
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Téléphone: 306-491-5871
Courriel: melanie.perrin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR:
No DE L'OFFRE COMÀ MANDES
MINISTÈRE OU ORGANISME:

PÉRIODE DE RÉ FÉRENCE

Élément no.	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
1			
2			
3			
4			
5			
A. Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B. Commandes totales accumulées à ce jour:			
Commandes totales accumulées: (A + B)			

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période []

PRÉSENT PAÉ R:
Nom:
Numéro de téléphone:

SIGNATURE :

DATE :